

Mardi du Grand Continent du 22 novembre 2022

Compte-rendu rédigé par Martin Bottinelli

Le 23 novembre, nous avons eu le plaisir de recevoir, dans les locaux de l'Ecole Normale Supérieure, **Sorour Kasmaï**, **Chowra Makaremi** et **Stéphane Dudoignon**, pour une table ronde, modérée par **Pierre Ramond**, portant sur les dernières évolutions du mouvement révolutionnaire iranien.

Compte-rendu

Après avoir affirmé le soutien ferme de Grand Continent aux manifestants, Pierre Ramond rappelle les derniers événements marquants de l'actualité iranienne : depuis la mort de Zina-Mashâ Amini, le gouvernement révolutionnaire s'adonne à une répression extrêmement violente et hautement militarisée des soulèvements, qui ressemble à une guerre, menée par le pouvoir, contre son propre peuple. Mais comment évaluer la cohésion du régime lui-même dans cette politique ? Et de quelle manière les européens peuvent-ils apporter leur soutien aux rebelles ? Si les articles de Stéphane Dudoignon et les propos de Farad Khosrokhavar publiés dans nos colonnes fournissent à ce propos des éclairages fondamentaux, la récente mise en oeuvre, par les forces armées, de méthodes répressives toujours plus ignominieuses contre une ferveur insurrectionnelle qui ne faiblit pas pose en des termes nouveaux la question de l'unité de la population face à cette violence d'Etat, et d'autre part, celle de la stabilité du pouvoir répressif lui-même.

Stéphane Dudoignon souligne d'abord la difficulté, pour les observateurs européens, de suivre et documenter les événements d'Iran, en raison de la difficulté d'accès aux sources d'information. Il relève néanmoins deux éléments clés pour comprendre les soulèvements et les nouveautés qu'ils incarnent :

- Le « haut niveau de connectivité » d'une société iranienne soudée, dans les rues comme sur les réseaux sociaux, autour du slogan « Femme, Vie, Liberté ». Dans cette mesure, et ce quel que soit son avenir politique, le mouvement actuel influence déjà une société iranienne qui se verra bouleversée - si elle ne l'est pas déjà -.
- L'unité, la « culture de l'unité » de la population iranienne dans ce mouvement qui rassemble des acteurs multiples - y compris des dignitaires religieux ou des notables proches du régime - autour d'une cause commune.

Si ce mouvement transforme bien la société actuelle, il parachève également, d'après **Chowra Makaremi**, des transformations de fond de la population iranienne, véritables conditions de possibilité des récentes contestations. En se basant sur ses travaux portant sur la genèse de la révolution iranienne, elle montre que la construction, dans les années 70 et 80, d'une coïncidence entre sentiment national iranien et culture islamique est un marqueur identitaire aujourd'hui rejeté, ce qui acte une rupture entre société et Etat.

Sorour Kasmaï définit, elle, le slogan « Femme, Vie, Liberté » comme la « quintessence » d'un mouvement advenu par surprise, mais dont il faut souligner la grande modernité, en tant qu'il

place, au coeur de ses revendications la libération d'une parole et d'un corps féminin opprimés. En ce sens, les célébrations, les danses, les chants qui envahissent les rues d'Iran sont déjà en eux-mêmes, un acquis de ce mouvement. **Sorour Kasmaï** élabore alors sur les trois aspects du slogan :

- « Femme » : le corps de la femme, « objet de toute les haines » et visé par les premières lois islamiques promulguées au début des années 80, est aujourd'hui le chef de revendication principal de ce mouvement.
- « Vie » : alors que l'Islam chiite iranien repose sur une culture de la mort (liée aux rites sacrés et [à la martyrologie officielle](#)), les célébrations de rue des mouvements actuels sont des réminiscences d'une culture folklorique pré-islamique (comme la fête du feu - Tchaharchanbé-Souri) qui célèbre la vie et vise la conjuration du malheur.
- « Liberté » : c'est là un terme fort qui pointe du doigt le caractère liberticide du régime révolutionnaire iranien.

Stéphane Dudoignon souligne également que ce mouvement se caractérise par une « montée en régime », soutenue par une radicalisation progressive de certaines figures d'Etat (notables et religieux, membres des forces armées) et du débat public. L'*establishment* iranien fait aujourd'hui face au défi de la montée de l'anticléricalisme, symbolisée, dans le cadre des soulèvements actuels, par les compétitions de « sautage de turban », qui visent des dignitaires religieux et sont objets de partages massifs sur les réseaux sociaux ; il est également miné par des divergences internes au sein du corps religieux. Dans ce contexte, **M. Dudoignon** note un approfondissement de la polarisation de la société iranienne, en raison d'une extension du domaine de la colère à des zones traditionnellement favorables au régime (le quartier de Narmak de Téhéran, par exemple) ; du ralliement d'éminences religieuses aux contestations, comme l'imam de Gorgân, nommé par Khomeini, qui critique ouvertement les répressions. Ces tensions sont aussi sensibles au sein des forces armées, marquées, au sujet de la politique du tout-répressif, par un clivage générationnel. Ces tensions sont documentées grâce à des fuites d'enregistrements de réunions, qui révèlent des « réticences de la base » de l'armée à appliquer cette politique, et des invitations à la prudence face à des militants capables de s'organiser spontanément. Véritable « clé de l'évolution » du mouvement actuel, les forces armées sont ainsi susceptibles - comme en 1979 - de passer à l'opposition. C'est du moins une possibilité à envisager, selon **M. Dudoignon**.

Afin d'identifier les autres rapports de force et fractures au sein de la société et de l'Etat, **Chowra Makaremi** propose l'adoption d'une grille de lecture reposant sur l'idée de « ligne rouge », qu'elle définit comme un « savoir social » partagé portant sur les pratiques et discours à ne pas adopter. Certaines sont mouvantes : la question écologique, par exemple, est devenue une « ligne rouge » à partir du moment où elle a mis en cause les initiatives des Gardiens en matière d'aménagement du territoire. D'autres sont pérennes : la question des violences post-révolutionnaires, occultées par l'Etat puis découvertes avec stupeur par les mouvements militants des années 2010 ; l'enjeu du port du voile, utilisé par les contestataires actuels comme levier efficace de protestation politique. Selon **Mme Makaremi**, les dernières insurrections entérinent la fin de l'hégémonie de l'idéologie réformiste, qui se présentait comme un cadrage

légitime pour la contestation, mais qui, dans le fond, a échoué à améliorer la vie des Iraniens, et n'a en rien favorisé l'émergence de discours contestataires légitimés. Dans ce sillage, des alternatives à la République islamique paraissent aujourd'hui émerger.

Pierre Ramond demande alors à **Sorour Kasmaï** si des signes avant-coureurs de ces changements sociétaux et politiques se sont fait sentir dans la littérature iranienne. Des oeuvres comme *La femme qui lisait trop*, de Bahiyih Nakhjavani, qui propose un « condensé de l'histoire de l'Iran par le prisme du voile », *Les femmes dans les hommes*, de Shahrnoush Parsipour, qui revient sur le clivage entre hommes et femmes dans la société iranienne, mais aussi *Avant la fin du monde* - sur la culture iranienne du secret - ou *Le cimetière de verre* - récit pseudo-autobiographique des manifestations féminines en 1979 -, de **Sorour Kasmaï**, sont, selon cette dernière, des reflets des processus de mutation de la société iranienne, qui s'opèrent via une « transformation du rapport à la femme ».

Au sujet des clivages qui fractionnent l'Etat, **Stéphane Dudoignon** souligne qu'ils s'opèrent aujourd'hui « de l'intérieur », au sein même, par exemple, du corps des Gardiens : les jeunes font valoir, sur les réseaux sociaux, leurs désaccords, alors que des figures historiques de ce corps publient sur des blogs des opinions hétérodoxes à valeur programmatique. Ainsi, l'Iran semble voir émerger un mouvement républicain laïque qui s'affirme comme une alternative à la - fausse - dichotomie entre réformistes et conservateurs. Le corps étatique lui-même connaît aussi des divisions : la société du Croissant Rouge, par exemple, se fait le relais d'un discours critique envers la gouvernance de la République islamique. À propos de la situation au Kurdistan et au Balouchistan, **M. Dudoignon** affirme que le gouvernement iranien opte pour une « militarisation de la répression » en vue de créer des « abcès de fixation » dans des régions périphériques. Mais cette stratégie n'est pas sans conséquences sur le reste du pays, qui s'est d'ailleurs intégralement et rapidement mobilisé contre les violences. Cette mobilisation générale, traduite par des grèves, s'étend encore aujourd'hui, aux secteurs de la métallurgie et de la pétrochimie, et témoignent de la vivacité du syndicalisme local et sectoriel, malgré la répression. Au même titre que ces grèves, les mobilisations de populations (locales et spontanés) paraissent dire quelque chose de la « vigueur de la population iranienne ».

La question de l'aide et du soutien que nous, européens, serions susceptibles d'apporter à l'Iran est soulevée par **Pierre Ramond**. En réponse, **Chowra Makaremi** déplore le fait que le régime de sanctions empêche tout envoi d'argent, aide pourtant capitale dans un contexte de grèves. La situation des étudiants, privés de visas, est également critique. Il faut toutefois se réjouir du fait que le mouvement actuel paraît avoir fait chuter le « mur de la peur » ; en ce sens, l'Europe se doit d'entrer « en résonance » avec le courage iranien, se « connecter » à ces révoltes et au courage des manifestants, sans se borner à la déploration les massacres et de la barbarie.

Sorour Kasmaï conclut dans les mêmes termes, en rappelant que, lorsque un peuple résiste, c'est un devoir que de l'aider à entrer en résistance, de se tenir près des manifestants et de faire pression sur les États.